



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 30 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL -PFASTATT

26 rue Edouard Branly
68000 Colmar

Références : 0006704109_2025_06_05_Schroll_VIPreventionTTR
Code AIOT : 0006704109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement SCHROLL -PFASTATT implanté Rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale sur la prévention incendie dans le secteur des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL -PFASTATT
- Rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt
- Code AIOT : 0006704109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Pfastatt de la société SCHROLL est un centre de tri de déchets, en provenance de professionnels et de déchetteries.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Action régionale « prévention du risque incendie dans le secteur des déchets »

Référentiel réglementaire :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL Sas à Pfattatt, d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, annexe I - point 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Distances d'entreposage	Arrêté préfectoral du 17 mai 2019, article 1.2.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
7	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/05/2019, article 8.2.5	Demande de justificatifs à l'exploitant	2 mois
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/05/2019, article 8.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait apparaître des non-conformités sur plusieurs points donnant lieu à une mise en demeure (état des matières stockées, état des déchets d'équipements électriques et électroniques, entreposage des batteries au lithium, distance d'éloignement entre deux ilôts, rétentions) ou à des demandes d'actions correctives (plan de défense contre l'incendie, maîtrise des sinistres en fonction de l'enjeu).

Par ailleurs, l'exploitant devra justifier que les poteaux incendies présents sur le ban communal ont bien été vérifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Traçabilité
Prescription contrôlée : <i>État des matières stockées</i> [...] <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i> [...] <i>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</i>
Constats : L'exploitant indique qu'il effectue, pour l'état des matières stockées, un inventaire mensuel en début de mois sur la base d'une visite sur site comptabilisant le nombre de déchets mis en balle et et estimant les volumes de déchets « en vrac ». Il estime ainsi avoir 2435 tonnes de déchets de tout type au 1 ^{er} juin 2025. Il est constaté que l'exploitant ne s'appuie pas sur des éléments précis (pesage des déchets à l'entrée, bordereaux de suivi de déchets, ...), dont il dispose par ailleurs, pour effectuer son inventaire. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser au jour de l'inspection les tonnages réactualisés. Concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques (cf. point de constat n°2), il est constaté que tous les déchets ne sont pas recensés dans l'inventaire. Cela constitue une non-conformité. Il est rappelé que l'état des matières stockées doit permettre de répondre à l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel et en particulier de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En lien avec le point de constat n°2, il est demandé à l'exploitant de s'assurer de disposer d'un

état des matières stockées à jour et contenant l'intégralité des déchets présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, annexe I – point 3.5
Thème(s) : Comptabilité des stocks de DEEE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>[...] En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets. [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réceptionne sur son site des fûts métalliques scellés contenant des piles en mélange (dont des batteries au lithium) destinés à l'éco-organisme en charge de la filière de recyclage. Il accueille par ailleurs d'autres déchets d'équipements électriques et électroniques – DEEE - (écrans cathodiques, écrans LED, imprimantes, ordinateurs de bureau, ...) qu'il entrepose sur une autre partie de son site.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant effectue un inventaire des stocks de DEEE uniquement sur les fûts de piles et batteries et à une fréquence mensuelle (cf. point de constat n°1).</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'Inspection le bilan annuel 2024.</p> <p>Ceci constitue une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir un état des DEEE stockés au moins de manière hebdomadaire et pour les déchets dangereux (batteries au lithium notamment), au moins de manière quotidienne.</p> <p>L'exploitant communiquera également le bilan 2024 en ce qui concerne ces déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11
Thème(s) : Tri des DEEE contenant des batteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>[...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au</i></p>

lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions [...]

Constats :

Il est constaté que l'exploitant entrepose les batteries au lithium et les piles en mélange dans des fûts métalliques entreposés sur des palettes en bois et superposés, séparés du reste des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Ces fûts sont à proximité immédiate d'une voie de service pouvant être au besoin empruntée par des camions et des chariots élévateurs. Aucune protection n'est mise en place pour éviter l'absence d'endommagement lors d'opérations de manutention.

Cela constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Distances d'entreposages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 1.2.4.1

Thème(s) : Distances d'entreposage

Prescription contrôlée :

Les distances d'isolement suivantes sont à respecter :

[...]

- un éloignement minimum de 10 m entre les différents îlots de stockage extérieurs.*

[...]

Constats :

Il est constaté que les fûts métalliques étaient séparés, pour les plus proches, de moins d'un mètre d'un îlot constitué d'huiles (notamment des hydrocarbures) et de liquide lave-glace.

Cela constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 45 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose

d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;*
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;*
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;*
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;*
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;*
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;*
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;*
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;*
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;*
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;*
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.*

Constats :

L'exploitant présente son plan d'organisation interne (POI) datant du 26 juillet 2013.

Il est comparé les éléments attendus dans le plan de défense incendie aux éléments actuellement

présents dans le POI.

Il est constaté que le document ne contient, notamment, pas les informations suivantes:

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- la localisation des zones de stockage temporaire, notamment en ce qui concerne les batteries Lithium.

Ceci constitue une non-conformité.

L'exploitant indique qu'il est en cours de mise à jour de son POI sur l'ensemble des sites Schroll et qu'il a prévu d'effectuer celle-ci au cours du mois de juin avec l'intégralité des informations nécessaires.

Compte-tenu de l'action engagée, il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant à ce stade. Néanmoins, si à l'issue du délai de l'action corrective, aucun document n'était présenté à l'Inspection, une mise en demeure sera envisagée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 65 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.

[...]

Constats :

Moyen d'appel des services de secours

Il est constaté que l'exploitant dispose de plusieurs moyens pour prévenir les services d'incendie et de secours (SDIS) en cas d'incendie: téléphonie fixe et mobile des employés de la société, sous-traitance de la télésurveillance – hors heures ouvrées – qui contactera le cas échéant le SDIS en cas de détection d'incendie.

Exercice de défense contre l'incendie

Il est constaté que l'exploitant n'a pas réalisé un exercice de défense contre l'incendie depuis la parution de l'arrêté du 22 décembre 2023 précité. L'exploitant indique qu'un exercice type "plan d'urgence" est prévu sur le site le 24 juin 2025.

Ceci constitue néanmoins une non-conformité au jour de l'inspection.

Formation du personnel

Il est constaté que les employés du site ont bénéficié le 19 mai 2024 d'une formation à la manipulation des moyens d'extinctions d'incendie (extincteurs, réseau incendie armé - RIA, citernes mobiles) et de manipulation des vannes permettant la rétention des eaux d'extinction. L'exploitant indique qu'une formation sera à nouveau effectuée en 2025.

L'exploitant indique que l'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre a par le passé été confiée à l'organisme en charge de la formation aux moyens d'extinctions mais il n'a pas justifier auprès de l'inspection de compte-rendus de formations.

Il indique avoir prévu une session de formation, par un formateur interne à la société, le 11 juin 2025.

Ceci constitue néanmoins une non-conformité au jour de l'inspection.

Compte-tenu des actions engagées, il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant. L'exploitant transmettra cependant le compte-rendu de l'exercice à l'Inspection et le compte-rendu de la formation (contenu, nom des personnes formées) dans un délai de 2 mois. Faute d'éléments passé ce délai, une mise en demeure sera envisagée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 67 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 8.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;*
- de 5 poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à*

moins de 200 mètres de l'installation, permettant de fournir un débit minimal de 480m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). [...]

- d'un réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement des réserves d'eau.

Constats :

Il est constaté que:

- l'exploitant dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (cf. point de constat n°5) ;
- d'un plan des locaux disponible à l'entrée du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- la présence de 5 poteaux incendie du réseau public, implantés à moins de 200 mètres de l'installation (quatre au nord de l'installation, un au sud), ils sont distants entre eux de 150 mètres maximum pour les quatre poteaux au nord de l'installation et entre le poteau au sud et un poteau au nord (mesure par outil cartographique) ;
- la présence du réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA),
- d'extincteurs répartis dans plusieurs zones de l'installation, dont l'adéquation entre les agents d'extinctions avec les risques à combattre ont été contrôlés par sondage.

Il a par ailleurs été vérifié les dernières maintenances du réseau de RIA (2 juin 2025), des extincteurs (30 mai et 3 juin 2025).

Le test des poteaux incendie n'a pu être vérifié au jour de l'inspection. Il est ainsi demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs dans un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 2 mois

N°78 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2019, article 8.4.1

Thème(s) : Risque chronique, Rétentions

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

[...]

Constats :

Il est constaté la présence de quatre conteneurs de type IBC, remplis entre 20 % et 70 % de leur capacité total contenant selon l'exploitant des huiles végétales usagées, stockés hors rétention, sur des conteneurs maritimes contenant d'autres liquides (huiles, hydrocarbures, lave-glace) sur rétention.

Cela constitue une non-conformité. Une mise en demeure est proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

Hors points de contrôle :

- Il est rappelé à l'exploitant qu'il n'a pas effectué sa déclaration des émissions polluantes pour l'année 2024 sur la plateforme GERP.